

# Compte-rendu de la matinée « Commande publique durable : ESS et réemploi » / 24 novembre à Bourges

Partenaires :



*De la théorie...*

-> Pourquoi un achat circulaire ?

*Cf support de présentation Matin Economie Circulaire*

*...A la pratique*

-> Retour d'expériences d'Ecodair

*Cf support de présentation Ecodair*

-> Ateliers

## **Ateliers « Passer à l'action » (Identification des freins)**

Synthèse des ateliers

Thématiques	Freins au développement du réemploi via la commande publique
Politique	<ul style="list-style-type: none"><li>• Volonté politique pas toujours présente et/ou affirmée et/ou déclinée en orientations précises de la part des élus ou de la direction générale</li><li>• Manque d'appropriation par les équipes quand cette politique existe</li></ul>
Financier	<ul style="list-style-type: none"><li>• Surcoût éventuel (ex : la démolition simple revient moins chère qu'une démolition incluant de la dépose sélective)</li><li>• Difficultés de financer un poste en charge de la veille et de la commande publique</li></ul>
Technique	<ul style="list-style-type: none"><li>• Complexification de l'achat : beaucoup d'outils, de plateforme, ...</li></ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Absence d'outil de partage/lieu entre besoin des collectivités et réemploi solidaire</li> <li>• Pas assez d'acteurs du réemploi</li> <li>• Difficulté des acteurs du réemploi à répondre à certaines exigences techniques et/ou liées au volume (ex : lots d'ordinateurs homogène)</li> <li>• Peu ou pas de stockage sur les sites des structures de réemploi pour répondre à une commande volumineuse</li> </ul>
Réglementation	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Beaucoup de réglementations, en évolution =&gt; difficile à suivre</li> <li>• La réglementation est souvent "adaptée" pour les grosses structures (collectivités, entreprises) qui ont les moyens de les suivre et les mettre en œuvre</li> <li>• Ingénierie de la réponse : il semble complexe pour les acteurs du réemploi solidaire d'y répondre</li> <li>• Formalisme lourd et contraignant pour les deux parties</li> <li>• Un allotissement qui ne correspond pas à la réalité de la filière réemploi, inadaptés</li> <li>• Enjeu de réassurance sur la qualité du matériel reconditionné et assurance du respect des normes</li> </ul>
Ressources humaines	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Difficulté à intégrer toutes les réglementations tant pour les collectivités que les entreprises (ex : dans le BTP) <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Connaissances</li> <li>▪ Acceptation <ul style="list-style-type: none"> <li>• Changement des habitudes aussi bien pour les acheteurs que pour les bénéficiaires (ex : avoir un ordinateur reconditionné ou un meuble différent d'un autre collègue)</li> <li>• A priori négatif =&gt; préférence pour le neuf</li> </ul> </li> </ul> </li> <li>• Méconnaissance des acteurs du réemploi susceptibles de répondre à de la commande publique =&gt; peur du "marché infructueux"</li> <li>• Pas de veille (ou veille insuffisante) par manque de temps sur les appels d'offre</li> <li>• Difficulté à assurer le suivi de l'exécution des marchés incluant du réemploi</li> <li>• En lien avec les freins financiers : moyens humains très restreints pour la veille pour les structures de réemploi mais aussi pour l'étude des solutions pour les collectivités</li> <li>• Manque de compétences en interne et de temps des deux côtés</li> </ul>
Autres	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Manque d'informations sur les filières REP et les acteurs du réemploi solidaire existants : sourcing</li> <li>• Problématique d'acculturation et d'a priori autour de la qualité des objets vendus en ressourcerie/recyclerie =&gt; former les élus et techniciens, visiter des structures</li> <li>• Manque de communication entre les deux parties : savoir et faire savoir qu'on existe sur le territoire</li> <li>• Crainte de répondre à des marchés publics de la part des acteurs du réemploi solidaire (valeurs, objets de l'asso etc...)</li> </ul>

## Atelier « Pourquoi et comment répondre à des marchés publics » pour les acteurs ESS

### Synthèse de l'atelier

Thématiques	Feins au développement du réemploi via la commande publique	Leviers proposés
Politique	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Volonté politique pas toujours affirmée</li> <li>• Manque d'appropriation par les équipes quand cette politique existe</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Sensibiliser, former les élus et agents des collectivités à l'impact social et économique que représenterait le développement du réemploi en local</li> <li>• Voir dans quelle mesure ces éléments pourraient être intégrés au projet ITEEnéraire porté par le CNFPT / ADEME / CR (= offre modulaire de formation aux enjeux de transitions écologique et énergétique pour les agents territoriaux)</li> </ul>
Ressources humaines	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Méconnaissance des acteurs (aussi bien du côté des acteurs du réemploi que des collectivités)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• A ce stade, proposer des événements plus "ouverts" en termes de thématiques (ne pas se limiter au réemploi)</li> <li>• Être plus proactif : aller à la rencontre des collectivités pour mieux faire connaître ses activités et potentiels</li> <li>• Organiser des speed meetings entre acteurs ESS et collectivités</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Manque de temps pour participer aux rencontres</li> <li>• Capacité à répondre à des gros volumes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcer l'interconnaissance et développer la confiance pour favoriser la coopération, le regroupement entre acteurs ESS pour décroisonner</li> <li>• Sensibiliser les collectivités sur la possibilité et la fiabilité des regroupements des structures (car a priori négatif de leur part)</li> <li>• Renforcer les outils de prescription croisée (afin que les acteurs ESS puissent renvoyer vers d'autres acteurs ESS s'ils n'apportent pas toutes les réponses)</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Culture du neuf</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Multiplier les exemples en interne (dont les élus !)</li> <li>• S'appuyer sur des exemples externes (proposer des retours d'expériences réussies)</li> <li>• Encourager à penser "réemploi" y compris au niveau de la gestion des matériels dont les collectivités veulent se séparer (ex : en envisageant des dons)</li> </ul>

Technique	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Manque de foncier, de lieux de stockages en particulier pour faire coïncider offre et demande</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les collectivités pourraient mettre à disposition des espaces de stockage mutualisés entre acteurs ESS</li> </ul>
-----------	---	--

### **Ateliers « Mettre en place une démarche d'achat circulaire » pour les acteurs publics**

Synthèse des ateliers :

- ***Discours aux élus***

Mettre en avant les économies possibles : les aspects financiers sont importants pour les élus, les achats durables et circulaires peuvent permettre de faire des économies

Mettre en avant la mise en valeur de l'image de la collectivité : la population doit voir que l'on s'intéresse à ces questions environnementales

Les informer que l'achat circulaire est une condition réglementaire (LOI AGECL...).

Proposer d'inscrire l'achat circulaire dans le projet de la structure ou de l'établissement - lien avec le mandat.

En faire un axe fort de la collectivité ou de l'entité, par l'implication de tous les services, en transversalité, en cohésion.

Faire comprendre que c'est un enjeu de développement économique local, d'aide sociale en lien avec l'insertion professionnelle par exemple. Permet en effet de mobiliser les achats en faveur de l'insertion.

Démontrer par l'exemple avec des marchés, même de petites envergures

Mettre en avant les plus-values sociales et environnementales de ce type de marchés

- ***Outils pour mettre en œuvre la stratégie***

Constituer une équipe projet

Identifier les bons acteurs en interne (décloisonner les services) et en externe (les acteurs du réemploi, les acteurs ESS, les différents acteurs en fonction de la famille d'achat = réaliser un bon sourcing)

Avoir une personne dédiée et spécialisée, un facilitateur environnemental qui pourra soutenir tous les prescripteurs.

Réaliser une cartographie des achats

Utiliser les outils de la commande publique (allotissement, variantes, clauses de progrès ...)

Assurer la formation et l'information sur ces sujets, sur la réglementation mais plus généralement sur les notions = en effet, il est constaté une méconnaissance de ces notions d'économie circulaire, d'achat durable et parfois des confusions (exemple est donné de la notion de circuit court qui est parfois confondu avec l'achat de proximité) ... Il faut accompagner la montée en compétence des agents et des élus.

Accepter le fait que le changement fait forcément des mécontents et s'appuyer sur les éléments moteurs de la collectivité

Prioriser certains marchés pour pouvoir anticiper

Benchmarker les acteurs publics (en s'appuyant sur RESECO 😊)